



Le 16 novembre, mobilisons-nous contre la régression sociale

Depuis la rentrée, le mécontentement social s'amplifie, n'en déplaise aux commentateurs avisés. Face à un gouvernement qui fait ce que le patronat a réclamé pendant des années, la majorité des salariés a bien compris que les ordonnances Macron étaient une régression sociale sans précédent qui allait les toucher de plein fouet.

Le « président des riches » bénéficie de circonstances favorables (début de mandat, faiblesse de l'opposition politique, division syndicale) qui lui permettent d'avancer au pas de course. Mais les faits sont là et le pouvoir a rapidement été rattrapé par des symboles qui ne trompent pas.

On supprime l'ISF au moment où le scandale des Paradise Papers révèle une fois de plus que les milliardaires et les multinationales, dont beaucoup détiennent des médias, tentent par tous les moyens d'échapper à leurs obligations légales et fiscales.

Dans le cadre de la loi travail XXL, on allège considérablement les obligations des employeurs en matière d'égalité femme/homme au moment où la parole se libère et qu'enfin les actes de harcèlement et de violence sexuelle, dont beaucoup ont lieu au travail, commencent à être dénoncés.

Alors que la ministre de la Culture se félicite d'un budget « *globalement stable, préservé et conforté* », les crédits alloués à l'audiovisuel public (-80 millions €) sont touchés de plein fouet par la cure d'austérité imposée aux services publics. Et ce budget n'est qu'une première étape. Dans le cadre d'Action Publique 2022, vaste programme de révision des missions de service public de l'Etat et d'économies sur les engagements de l'Etat (objectif de moins 10 milliards d'ici 2022), les moyens du ministère pourraient être nettement revus à la baisse comme l'a révélé un article du *Monde* du 10 novembre.

Après le Code du travail, le gouvernement souhaite s'attaquer à la protection sociale avec une énième réforme de la formation professionnelle et une modification de l'assurance chômage. Là encore il y a beaucoup à craindre pour les droits des salariés et des privés d'emplois que le pouvoir n'hésite pas à stigmatiser, en particulier en voulant renforcer les contrôles et cibler les « fraudeurs ».

Il est urgent de faire reculer ce gouvernement au service du MEDEF et des actionnaires. Le SNJ-CGT appelle les journalistes à se mobiliser massivement le 16 novembre prochain lors de la journée d'action organisée par plusieurs organisations syndicales dont la CGT.

A Paris Manifestation République–Nation

Cortège commun SNJ-CGT, Spectacle CGT, Filpac-CGT, CGT-Culture

RDV à 14h à l'angle du boulevard Voltaire et la rue JP Timbaud, derrière le ballon FILPAC

Montreuil, le lundi 13 novembre 2017